



# ***LE STATU QUO SUR LA QUESTION TAIWANAISE EST-IL MENACE ?***

*Mémoire de géopolitique  
du lieutenant-colonel Emmanuel VIALLE  
dans le cadre du séminaire « Asie »*

*Directeur : Professeur Stephen DUZO-BAUDUIN*

*Mars 2006*

## *FICHE DOCUMENTAIRE*

1. Le statu quo sur la question taiwanaise est-il menacé ?
2. 2006\_memoire\_geop\_statuquochinetaiwan\_Vialle
3. Lieutenant-colonel, armée de l'air, VIALLE Emmanuel, France
4. 22 mars 2006
5. Division C – groupe C4
6. Mémoire de géopolitique
7. La Chine et Taiwan entretiennent depuis plus de cinquante ans des rapports conflictuels dont la question centrale est la réunification de la nation chinoise. Mais le conflit entre les deux rives a été, dès le début, marqué par un engagement des Etats-Unis, scellant le statu quo depuis l'arrêt des combats entre les belligérants, en 1950. En ce début de XXIe siècle, l'émergence pacifique de la Chine et l'affirmation de l'identité insulaire laissent entrevoir un changement dans le détroit. L'analyse des ambitions politiques entre les deux rives, du rôle des acteurs extérieurs, des facteurs déterminants et des interactions permet de dégager les futurs scénarios possibles et de conclure que le statu quo n'est pas nécessairement menacé par une guerre certaine, mais plutôt par une résolution politique du conflit.
8. Chine, Taiwan, République Populaire de Chine, République de Chine, Etats-Unis, Armée populaire de libération.

Le statu quo sur la question taiwanaise est-il menacé ?

## PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS DU STATU QUO

Rappels historiques : cinquante années de statu quo (1949-1999)

Les enjeux politiques, sources de tensions

Les acteurs extérieurs

## DEUXIEME PARTIE : LES NOUVEAUX FACTEURS

Les facteurs déterminants

Le paradoxe des interactions

## TROISIEME PARTIE : LE STATU QUO ET L'ANALYSE PROSPECTIVE

## INTRODUCTION

En 1979, l'abandon officiel par le parti communiste chinois de sa politique de « libération » militaire de Taiwan et la perte d'espoir pour le pouvoir nationaliste, le Kuomintang, de reconquérir par la force le continent avaient indéniablement instauré une nouvelle relation entre les deux rives. Chacun renouvelait ses offres de réunification. La Chine populaire proposait sa formule « un pays, deux systèmes » pendant que Taiwan entrevoyait une réunification fondée sur les « trois principes du peuple » de Sun Yat-sen : nationalisme, démocratie et bien-être de la population. Mais trois événements majeurs ont contribué à élargir le fossé entre les politiques de réunification de Pékin et de Taipei, confortant un peu plus le statu quo : la légalisation et la montée en puissance du parti démocrate progressiste ; la « taiwanisation » du Kuomintang ainsi que le maintien en Chine populaire d'un régime dont Tienanmen rappela le caractère hautement oppressif.

Cette confrontation déjà ancienne entre la République populaire de Chine et Taiwan a cependant pris de nouveaux contours à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Deux facteurs déterminants expliquent ce renouveau : d'une part, la puissance chinoise s'affirme sur la scène internationale ; d'autre part, le sentiment identitaire taiwanais s'ancre un peu plus sur l'île jugée « rebelle » par Pékin. Le statu quo sur la question taiwanaise est-il pour autant menacé ?

Avant de répondre à cette question, il convient de rappeler que le conflit taiwanais, quoique déclaré Pékin, ne peut être considéré comme une simple affaire intérieure. La relation entre les deux rives est conditionnée par l'engagement des Etats-Unis, voire celui du Japon. La rapidité des transformations économiques, technologiques et financières et les changements de la perception du rôle de la Chine dans la région sont également essentiels. La marge de manœuvre devient plus faible pour le pouvoir de Pékin. Par crainte que la situation lui échappe, la puissance continentale s'est même résolue à promulguer une « loi anti-sécession », adoptant une position défensive sur le sujet.

Bien que les relations économiques, humaines et culturelles entre les deux rives aient connu un essor sans précédent, les divergences politiques persistent entre les deux capitales. Les échéances internationales de Pékin, en particulier les jeux olympiques, et le rapport des forces militaires en présence ne devraient pas modifier la situation à court terme. Mais la réconciliation politique

## PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS DU STATU QUO

### 1.1. Rappels historiques : cinquante années de statu quo (1949-1999)

Pendant près de quarante années, les deux rives ont connu des trajectoires diverses ; mais elles avaient toutes les deux un objectif commun : « réunir » la nation chinoise. En 1949, sous la pression des troupes communistes, Tchang Kai-Shek est contraint de déplacer son gouvernement à Taipei. La reconquête du continent demeure à cette époque le fil conducteur de la politique des nationalistes. C'est pourtant un événement extérieur, la guerre de Corée, qui contribue à la naissance du statu quo. Face aux communistes, les Etats-Unis installent une assistance technique militaire sur l'île, marquant l'arrêt des combats avec la Chine populaire. Lors de la conférence de San Francisco de 1951, le Japon cède les îles Penghu<sup>1</sup> et l'île de Taiwan à la Chine, sans toutefois préciser quelle rive. Cet épisode « sémantique » entre les deux rives marque le début d'une ambiguïté qui perdure encore aujourd'hui : il convient bien de distinguer la République de Chine, qui est le nom d'un régime, de Taiwan, qui est le nom d'un territoire.

A compter des années soixante, la République de Chine perd son influence internationale dont l'aboutissement sera, en 1971, le transfert du siège de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU<sup>2</sup>, au profit de la Chine communiste. L'année suivante, le communiqué de Shanghai marque un nouveau tournant puisque les Etats-Unis reconnaissent pour la première fois l'existence d'une seule Chine, à travers « la politique des trois non<sup>3</sup> » qui sera rendue publique en 1998 : « non à l'existence de deux Chine ; non à une Chine et un Taiwan ; non à l'indépendance de Taiwan ». Aujourd'hui, à quelques exceptions près, la communauté internationale se rallie au principe de la « Chine unique ».

En 1979, la normalisation des relations est achevée avec le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Pékin. Cette reconnaissance a pour conséquences l'abrogation du traité de défense signé avec Taiwan en 1954 et le retrait des forces américaines stationnées sur l'île. Le rapprochement diplomatique avec la République populaire n'est pas pour autant synonyme d'abandon à l'égard de Taiwan. Sous la pression des Républicains, le Congrès américain vote la loi sur les relations avec

modalités de ce soutien à travers la déclaration des « six garanties à Taiwan » prononcée le 14 juillet 1982<sup>5</sup>.

Au regard de l'histoire du détroit, les Etats-Unis ont été prépondérants dans la naissance et le maintien du statu quo entre les deux rives. Même si les antagonismes étaient profonds entre les nationalistes et les communistes, une « connivence » historique rythmait les communiqués, les déclarations, voire les provocations. L'arrivée au pouvoir du premier président de souche taiwanaise, Lee Teng-hui, va profondément modifier ce point commun dans la rivalité sino-taiwanaise.

Lee Teng-hui est nommé président en 1988, peu après la levée de la loi martiale et le début de la démocratisation de l'île. Il a, dès son arrivée au pouvoir, souhaité que la question taiwanaise ne soit plus traitée comme un simple différend entre nationalistes et communistes. Taiwan ayant résolument tourné le dos à la dictature, il voulait lier les objectifs de l'unification avec les principes de démocratie et de liberté. En d'autres termes, « la réunification n'était possible qu'au sein d'une Chine démocratique libre et jouissant d'une prospérité partagée »<sup>6</sup>.

Depuis la relance des pourparlers entre les deux rives initiée par la politique d'ouverture économique de Deng Xiaoping, la Chine populaire axait le dialogue sur l'acceptation par les deux partis du principe de la « Chine unique ». Le consensus a failli être obtenu en 1992, lors d'une rencontre à Singapour. Les Chinois déclaraient à l'issue de cette rencontre : « Les deux rives du détroit maintiennent le principe d'une seule Chine et s'efforcent de travailler à la réunification du pays, et au cours des entretiens courants entre les deux rives, il ne sera pas touché au sens politique d'une « seule » Chine. » Les Taiwanais avaient en revanche une analyse différente : « Pendant que les deux rives du détroit uniront leurs efforts pour travailler à la réunification du pays, bien que les deux parties maintiennent également le principe d'une seule Chine, chacune d'entre elles a sa propre interprétation de la signification d'une seule Chine. »<sup>7</sup> Le consensus s'est donc transformé en un compromis minimal permettant d'avancer. Depuis, les relations politiques n'ont cessé de se dégrader. La parution du livre blanc de la Chine populaire à l'été 1993, relayée par l'offensive rhétorique de Jiang Zemin à l'occasion du nouvel an chinois de janvier 1995, démontrait sans ambiguïté le caractère belliqueux de la Chine populaire. Ont suivi le discours du président Lee Teng-hui à l'université Cornell en 1995, le crise des missiles pendant les élections présidentielles

Mais contrairement aux analyses chinoises, le président taiwanais n'a nullement tenu des propos opposés à une éventuelle réunification. A travers Lee Teng-hui, Taiwan a seulement revendiqué sa reconnaissance en tant qu'entité politique, sans toutefois renoncer à l'idée d'une réunification avec le continent sous réserve qu'on lui garantisse son indépendance politique. Cet objectif double, la reconnaissance politique et le maintien de la souveraineté, sont, aujourd'hui encore, inscrites au cœur de la stratégie de Taipei.

## 1.2. Les enjeux politiques, sources de tensions

### 1.2.1. La stratégie de Taipei : les ambitions affichées du pouvoir taiwanais

Trois facteurs influencent aujourd'hui la politique de défense taiwanaise : tout d'abord, la menace politique et militaire chinoise se fait grandissante, et la situation se complique du fait des liens économiques et culturels établis depuis l'ouverture prônée par Deng Xiaoping ; Taiwan demeure isolée sur la scène internationale et ne bénéficie d'aucun soutien politique et diplomatique majeur, à l'exception de celui des Etats-Unis ; enfin, la démocratie que connaît la population taiwanaise est fortement éloignée de la situation vécue par leurs frères chinois de la « grande terre<sup>8</sup> », compte tenu de la démocratisation et de la prospérité économique que connaît l'île depuis maintenant une vingtaine d'année.

L'arrivée au pouvoir d'un président indépendantiste a coïncidé avec l'ascension pacifiste de la Chine populaire. Cette donnée essentielle va en tout point conditionner la politique extérieure de Taipei. Très tôt, les discours ont d'ailleurs été marqués par une certaine incohérence, reflétant très nettement la frustration et la paralysie de Chen Shui-bian sur la scène internationale. Le leader indépendantiste, après six années passées à la tête du régime, se retrouve isolé dans son action, et la politique étrangère et de sécurité de Taiwan est finalement caractérisée par une politique de profil bas, non provocatrice, défensive et principalement fondée sur la rhétorique des droits de l'homme. Un certain réalisme politique est de mise, au risque de décevoir l'électorat indépendantiste de l'île. Cette politique étrangère et de sécurité est expliquée par des facteurs internes et externes.

Sur le plan intérieur, un consensus est établi au sein de la classe politique pour la mise en place d'une diplomatie pragmatique. Taiwan demeurant préoccupée par son isolement international. Elle

internes subsistent par rapport au consensus de Singapour : le PDP<sup>9</sup> rejette le consensus de 1992, alors que le KMT<sup>10</sup> estime que cette étape doit être franchie pour le rétablissement de la confiance entre les deux rives.

Sur le plan extérieur, les Etats-Unis comme la Chine sont deux facteurs essentiels. Les Etats-Unis ont certes mis fin à l'ambiguïté stratégique sur une éventuelle intervention militaire aux côtés de Taiwan, mais ils affichent leur soutien à condition que Taiwan n'effectue aucune déclaration d'indépendance. Les Etats-Unis demeurent toutefois le seul allié puissant et fiable dont dispose aujourd'hui la République de Chine. Face à la Chine populaire, Chen Shui-bian a régulièrement tendu la main à son voisin chinois. Il a rapidement renoncé à la théorie « des relations spéciales d'État à État »<sup>11</sup> chère à Lee Teng-hui et a proposé la possibilité d'une intégration des « économies, des commerces et des cultures », qui pourrait être le préalable à la « construction d'une paix durable et à une intégration politique<sup>12</sup> ». Mais son erreur principale est de vouloir que la question de la « Chine unique » soit abordée sur la base de la Constitution de la République de Chine et qu'elle soit approuvée par referendum de la population taiwanaise. Il n'est de secret pour personne que le président s'est toujours fermement opposé au principe d'une seule Chine et qu'il s'appuie sur le précédent hongkongais pour exclure la mise en oeuvre de la doctrine « un pays, deux systèmes ». Il refuse « l'abaissement » de Taiwan au rang de simple région administrative spéciale. Ce discours inégal, entre détente et durcissement, entraîne un blocage de Pékin pour qui tout dialogue demeure impossible sans la reconnaissance et l'acceptation du principe d'une seule Chine et du consensus de 1992. Depuis, la Chine populaire a résolument privilégié les discussions avec les partis de l'opposition et la société civile qui soutiennent ce principe. Une politique de « tolérance zéro » est également mise sur pied afin d'isoler définitivement Taiwan dans sa quête de reconnaissance diplomatique. Elle se concrétise par une offensive diplomatique de Pékin sur les soutiens dont dispose Taipei en Afrique et en Amérique du sud.

En définitive, face à l'évidence, Chen Shui-bian est contraint d'appuyer sa diplomatie sur les Etats-Unis, qui seuls peuvent soutenir l'entrée de Taiwan dans les organisations et les forums internationaux. Face à l'échec des discussions sur le principe de la Chine unique, il affirme dorénavant souhaiter le maintien du statu quo, et rejette toute modification unilatérale de celui-ci.

L'allié américain est également un soutien de poids dans la modernisation de son outil militaire.

tactiques d'une portée de mille kilomètres, marquant là une certaine volonté dans le bras de fer qui l'oppose à l'Armée populaire de libération.

Enfin, tous les efforts de la politique de « la main tendue » sont remis en cause par la loi anti-sécession adoptée par l'Armée populaire de libération le 14 mars 2005. Le discours se radicalise à nouveau : relance des discussions pour les ventes d'armement avec les États-Unis ; fermeture des bureaux à Taipei de l'agence chinoise Xinhua et du quotidien du peuple ; enfin l'ancien président Lee Teng-hui est autorisé à se rendre au mémorial de Yasakuni au Japon. En définitive, l'année 2005 a montré un affaiblissement du consensus national et une augmentation de la rhétorique. Mais la chute de popularité de Chen Shui-bian et son isolement politique sur l'île modèrent, aujourd'hui, les risques de dérapages.

### 1.2.2. La stratégie de Pékin

Fondée depuis vingt ans sur les principes énoncés par Deng Xiaoping, la rhétorique agressive chinoise a montré en partie ses limites, puisque le dessein de la réunification n'est nullement accompli. Elle a cependant réussi à contenir toute velléité d'indépendance de l'île. La Chine a donc décidé de mettre sur pied une nouvelle politique tout azimut, à l'image du stratège chinois Sun Zi pour qui la confrontation frontale ne doit pas systématiquement être recherchée. Les principes se résument ainsi : il s'agit certes d'exiger une adhésion sans réserve au principe d'une Chine unique avant le redémarrage de toute négociation sérieuse, mais des ouvertures doivent être envisagées pour faciliter une compréhension plus large de ce principe ; l'utilisation d'une stratégie inspirée de la tactique du « front uni » est recherchée afin de tirer parti des divisions et des contradictions internes à la société, à l'économie et à la scène politique taiwanaises ; enfin, Pékin doit maintenir l'option militaire et se préparer méthodiquement à l'éventualité d'un tel conflit.

En 2002, l'ouverture n'a jamais été aussi grande envers Taiwan, puisque Pékin a proposé que la référence à la Chine unique ne devrait pas nécessairement préciser si elle renvoie à la République populaire ou à la République de Chine. Les nouvelles phrases de Qian Qichen, Vice-premier ministre chinois, sont entrées dans le vocabulaire des relations entre les deux rives: « il n'existe qu'une Chine ; la souveraineté territoriale de la Chine ne peut être divisée ; le continent et Taiwan

Face à l'obstination de la présidence taiwanaise, Pékin a lancé sa stratégie du « front uni », ou l'art de mêler menaces et concessions, qui semble aujourd'hui porter ses fruits. La Chine exerce une influence de plus en plus large sur le jeu taiwanais, ayant pour cibles les partis d'opposition, les gouvernements locaux et les hommes d'affaires, compte tenu de l'accroissement des relations économiques entre les deux rives du détroit. Les contacts avec l'opposition s'inscrivent dans une stratégie de contournement du pouvoir central taiwanais. Dans l'immédiat, des liens se sont établis avec les partis indépendantistes, mais ce sont les rapprochements avec le Kuomintang qui sont aujourd'hui payants avec la signature d'un accord en dix points en février 2005, puis la rencontre historique entre le président du parti nationaliste et le président chinois en avril 2005. Le texte, dans lequel le Kuomintang mentionne la défense du statu quo, a initialement polarisé la société taiwanaise mais une part de plus en plus grande de la population estime qu'il faut, aujourd'hui, « lâcher du lest » compte tenu de la synergie économique qui s'est établie entre les deux rives du détroit. D'une manière générale, les débats ont montré une certaine lassitude de l'opinion publique envers l'instrumentalisation opérée par Chen Shui-bian et le camp indépendantiste taiwanais. La priorité de la population est de toute évidence accordée à l'amélioration des relations entre les deux rives. Les Taiwanais l'ont manifesté à l'occasion des élections régionales de décembre 2005 qui ont été un triomphe pour le Kuomintang, fragilisant un peu plus la position de Chen Shui-bian. L'implication chinoise est également remarquée au sein des gouvernements locaux, en particulier à Taipei. Un autre succès vient récompenser cet engagement : Ma Ying-jeau, maire charismatique de Taipei et défenseur de la nouvelle orientation pékinoise, a été élu à la présidence du Kuomintang. Dans le même temps, Pékin fait pression sur les hommes d'affaires taiwanais proches de la présidence et investissant massivement sur le continent. À titre d'exemples, le président directeur général du groupe Chi Mei se voit contraint de démissionner pendant que Stan Shih, le patron du groupe ACER, décide de ne plus être le conseiller de Chen Shui-bian.

Enfin, Pékin maintient la pression sur le plan militaire. Le parti communiste rappelle que tout retour de Taiwan à la Chine se fera certes par le biais de discussions sur un pied d'égalité, mais « cela n'engage pas la Chine à renoncer à l'usage de la force militaire »<sup>15</sup>. La menace est d'autant plus crédible que l'Armée populaire de libération<sup>16</sup>, autrefois héroïne révolutionnaire et populaire,

est en cours de transformation. Orientée vers la projection de forces et de puissance, elle s'est mise

s'appuie sur « le report sine die de la négociation qui est un *cassus belli* à l'intervention militaire », elle marque une posture plus défensive qu'offensive, traçant une ligne rouge, infranchissable pour Taiwan et ses alliés. Il convient de rappeler qu'elle fut établie dans un contexte difficile pour Pékin, à un moment où Chen Shui-bian s'était engagé à modifier la Constitution de la République de Chine. Pendant ce temps, Washington affiche plus que jamais son soutien à « l'île rebelle »....

### 1.3. Les acteurs extérieurs

#### 1.3.1. Le poids des Etats-Unis

Après la première élection de Georges W. Bush, la Chine avait indiqué par la voix de son président dans un entretien avec la revue *Foreign Affairs* qu'elle était en attente, dans le détroit, d'une nouvelle politique, plus ferme et stratégique, moins soucieuse des stricts intérêts américains. La réponse n'a pas tardé à venir, et si nous devons résumer la politique de l'administration Bush à l'égard de la question du détroit de Taiwan, celle-ci rejette « tout recours à la force ou menace de recours à la force » et « tout geste unilatéral qui pourrait changer le statu quo ». La politique américaine est de nouveau rééquilibrée en faveur de Taipei, mais l'administration républicaine n'a pas pour autant négligé ses relations avec Pékin. Les Etats-Unis sont bien conscients que la Chine sera à même de contester un jour leur suprématie. La clarté stratégique est venue de la politique de fermeté à l'égard de Pékin, rappelant une préséance des textes fondateurs de la relation américano taiwanaise, le TRA et les « six garanties », sur les communiqués sino américains signés en 1972, 1979 et 1982. .... Force est de constater que la Chine a aujourd'hui modéré sa rhétorique à l'égard de Taiwan.

Pour ne pas contrarier la puissance chinoise, une certaine continuité de l'action américaine est même observée sur plusieurs dossiers, en particulier l'absence de remise en cause du principe d'une « Chine unique ». En définitive, bien que la position de Washington ait gagné en clarté stratégique, elle demeure ambiguë dans le domaine politique. C'est effectivement un dilemme pour les Etats-Unis puisque si Washington décidait de rompre avec sa stratégie de protection, le risque serait de rendre la situation bien pire. A l'inverse, tout engagement politique envers Taiwan pourrait placer le pouvoir chinois dans une position délicate, aux conséquences imprévisibles.

discussions avancées avec Taiwan, même si ce sujet n'obtient pas un consensus au sein des communautés politiques et militaires taiwanaises. L'arrivée de Condolezza Rice au département d'Etat n'a pas marqué d'évolution notable, à l'exception de la perception commune qu'ont les Etats-Unis et le Japon de la menace potentielle que représente la Chine<sup>19</sup>.

### 1.3.2. Le Japon : en retrait mais omniprésent

Le Japon représente une grosse épine pour la Chine dans sa quête de puissance. Il semblerait que jamais, au cours des trente dernières années, les relations n'aient été aussi mauvaises. La Chine craint avant tout que le Japon ne devienne le « shérif adjoint » des États-Unis dans la région Pacifique et ne soit ainsi un pilier de l'architecture de la défense américaine en Asie. Le plus exaspérant pour la Chine a été l'intégration de Taiwan dans la révision de l'accord de sécurité bilatéral américano-japonais. La principale inquiétude de l'archipel nippon est d'ordre stratégique puisque le détroit de Formose représente une voie commerciale indispensable pour le transit du pétrole nécessaire à la vie économique du pays. Les manifestations anti-japonaises, parfois racistes, observées à Pékin et dans certaines grandes cités chinoises, renforcent le sentiment de crainte suscité par la Chine populaire et contribuent à consolider le rapprochement stratégique initié il y a une dizaine d'années avec les Etats-Unis : la déclaration Clinton-Hashimoto a été rendue publique en avril 1996, confirmée en 1997 à travers de nouvelles lignes directrices<sup>20</sup> et réaffirmée par la déclaration conjointe Bush-Koizumi de février 2005. Ce ressentiment favorise également un renforcement des liens avec Taiwan qui a gardé de bonnes relations avec l'ancienne puissance coloniale.

Le Japon est dans une situation paradoxale puisqu'il entretient des liens économiques forts avec la Chine, en étant le troisième partenaire commercial de la Chine. Il demeure modéré sur la question taiwanaise, bien que l'augmentation de la tension dans le détroit de Formose et l'affirmation de la puissance chinoise lui imposent une offensive diplomatique. Mais le Japon intervient davantage pour réaffirmer son « leadership » régional, à l'image du nationalisme incarné par le Premier ministre Koizumi. Le Japon croise naturellement sur sa route la Chine dans cette compétition régionale qui risque de peser lourd dans l'équation qui régit l'avenir du détroit de Taiwan.

Les autres acteurs asiatiques n'exercent qu'un rôle marginal dans la configuration des relations entre la Chine et Taiwan, à l'exception de Singapour qui pourrait offrir ses bons offices. Mais le nouveau Premier ministre de Singapour, Lee Hsien-Loong a fait, à l'occasion de la fête nationale de son pays, en 2005, un discours remarqué à Taipei comme à Pékin, en affirmant que « si Taiwan provoquait un conflit dans le détroit, Singapour ne soutiendrait pas Taiwan ». Pourtant, la cité Etat entretient des relations étroites avec Taiwan, en particulier dans le domaine militaire<sup>23</sup>.

Parmi les autres nations directement concernées, l'Australie souhaite le maintien du statu quo, cantonnant l'expansionnisme chinois aux mers de Chine. Au nord, la Russie soutient le principe de la « Chine unique », solidarité affichée dans l'Organisation de coopération de Shanghai.

Enfin, l'Union européenne, à l'instar des Etats-Unis, voit davantage la Chine comme un « partenaire stratégique » et reconnaît officiellement le principe d'une seule Chine. Seul le parlement européen a tenté, en vain, quelques offensives sur les droits de l'homme et le règlement du conflit sino-taiwanais. Mais son rôle demeure trop modeste en matière de politique extérieure.

## DEUXIEME PARTIE : LES NOUVEAUX FACTEURS

### 2.1. Les facteurs déterminants

#### 2.1.1. L'émergence d'une identité taiwanaise

La transition démocratique de l'île amorcée en 1986 et la reprise de ses relations avec la Chine ont effectivement posé avec force la question de son identité. Sur le plan symbolique, la transition démocratique s'est accompagnée d'un travail de mémoire et de « refondation identitaire », qui fut un prélude à l'émergence d'une identité nationale taiwanaise.

Taiwan n'est pas nécessairement la Chine. Au regard de son histoire, le continent a exercé une réelle influence sur l'île pendant deux siècles, de 1683 à 1895. Le traité de Shimonoseki (1895), par lequel la Chine cédait Taiwan au Japon, a marqué un tournant essentiel dans la construction de l'idée taiwanaise. Le traité a soulevé de vives réactions sur l'île et les élites ont manifesté leur réprobation en proclamant une « République de Taiwan » le 23 mai 1895. Mais la Chine n'a pas répondu à cet appel. C'est ironiquement « en tant qu'expression d'un sentiment national chinois qu'a émergé la conscience taiwanaise »<sup>1</sup>. Mais ce sont les conditions dans lesquelles s'est effectué le retour de l'île dans le giron chinois qui ont donné lieu à l'émergence d'un mouvement indépendantiste. Dès 1945, le pouvoir nationaliste a mis en oeuvre une politique de « sinitude » de la population insulaire, visant à l'ancrer dans la nation chinoise et à la mobiliser autour de ses objectifs et de l'idéologie nationaliste. Cet objectif était nécessaire après cinquante ans de colonisation japonaise. Il devint stratégique pour la pacification de l'île et la légitimation du gouvernement en place après le traumatisme des événements du 28 février 1947 dont « l'on sent encore de grands effets aujourd'hui »<sup>2</sup>. Cette politique de sinitude s'est appuyée sur un vaste programme, fait de diverses ambitions : « re-sinisation, nationalisation, chiangkaishekisation et enfin Kuomintangisation »<sup>3</sup>. Les Taiwanais ont également été maintenus à l'écart du pouvoir central, accentuant un peu plus la frustration des élites locales. Ce n'est qu'après la disparition de Chang Kai-shek que la classe politique s'est peu à peu « taiwanisée ». L'influence croissante des Taiwanais dans le développement de l'île a fait émerger un discours politique de plus en plus radical qui remettait en cause le principe de l'unité de la Chine et la loyauté du nationalisme

dans son essai « A taste of freedom ». Il a par la suite joué un rôle important dans le discours de la future opposition. Le mouvement politique formosa a également marqué un pas décisif dans l'affirmation de la conscience taiwanaise puisque les protagonistes avaient établi un lien entre identité nationale et démocratie.

La quête identitaire taiwanaise se manifeste également par une effervescence culturelle, à travers la promotion des aspects les plus anciens comme les plus modernes de la société insulaire. Même si les Taiwanais renouent aujourd'hui de nombreux liens avec le continent, ils ne renient en rien leurs origines. L'alternance politique de l'année 2000, confirmée en 2004, montre combien la communauté taiwanaise est arrivée à maturité. Sur les cinquante dernières années, la construction de l'identité taiwanaise a reposé sur une forte hostilité avec les continentaux mais également sur l'ambition de reconnaissance sociale et politique.

En définitive, l'évolution sociopolitique et culturelle de Taiwan confirme l'émergence d'une nation à laquelle il ne manque plus que la reconnaissance internationale. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur la défense des intérêts de la communauté de destin qu'est devenue la société taiwanaise au cours des cinquante dernières années que le Kuomintang justifie, encore aujourd'hui, sa position par rapport à la Chine. Le parti nationaliste doit accepter l'évidence sur l'identité insulaire. La dernière élection présidentielle fut d'ailleurs l'objet de scènes parfois irréalistes où le candidat du Kuomintang, Lian Chen, devait embrasser le sol taiwanais pour démontrer son attachement à l'île. Les débats étaient essentiellement centrés sur l'identité politique et culturelle de l'île. Plutôt que de débattre de l'avenir des relations entre les deux rives, les partis se sont réfugiés dans une opération d'introspection sur leur lien avec l'identité insulaire.

Aujourd'hui, la situation du gouvernement de la République de Chine, installé à Taiwan, suscite chez les habitants de l'île un sentiment général de profonde humiliation et de grande injustice. Avec la démocratie, les Taiwanais se rendent compte que le droit n'est pas encore arrivé à faire taire la force de Pékin, bien que l'on souhaite qu'émerge une solution juste, fût-ce au prix d'une formule juridique encore inédite. Il demeure que Taiwan est de facto un nouvel État. C'est un État fantôme, « l'un de ces exclus maintenus sur les frontières de la communauté internationale ».<sup>5</sup>

La construction de l'identité nationale taiwanaise, un parcours dont l'expression « les nouveaux Taiwanais » résume l'esprit<sup>6</sup> va à l'encontre des intérêts de la République populaire de Chine. Pékin a

de rassembler la nation humiliée et démembrée depuis les traités de paix inégaux de 1841. Nous sommes en présence de deux paradigmes historiques en confrontation l'un avec l'autre. D'un côté, « l'identité chinoise est un donné qui rassemble en un tout les dimensions historiques, ethniques, culturelles, économiques et politiques <sup>8</sup> » ; de l'autre, « l'identité taiwanaise est un construit qui privilégie et organise certaines dimensions et en relativise d'autres »<sup>9</sup>. Mais sur chaque rive du détroit, la pleine souveraineté représente l'objectif ultime parachevant le processus de construction nationale. Du fait de son émergence sur la scène mondiale, c'est la Chine populaire qui semble aujourd'hui la mieux placée pour satisfaire ce désir.

### 2.1.2. L'émergence pacifique de la Chine

Le processus d'ouverture économique initié par Deng Xiaoping a relancé la Chine sur la scène internationale. En cours de modernisation et forte de sa démographie, elle est en mesure de retrouver le chemin de la tentation impériale, à savoir le retour à une position dominante en Asie, position qui fut d'ailleurs la sienne avant l'arrivée des Européens au XIXe siècle. L'expression « grande puissance » est d'ailleurs régulièrement utilisée dans les discours officiels. Mais, pour calmer les inquiétudes, elle « refuse d'adopter une position hégémonique »<sup>10</sup>. L'accès au statut de grande puissance doit s'établir en harmonie avec le reste du monde et l'engagement de la Chine doit être sincère, et, toujours selon le président chinois, s'inscrit dans une vision multipolaire du monde. La Chine sait parfaitement que le statut de grande puissance, qu'elle a vocation à assumer à terme, n'est pas considéré comme pleinement acquis et qu'il est semé d'embûches, comme le démontrent les humiliations européennes.

La diplomatie chinoise demeure ainsi prudente, trois événements récents justifiant les orientations actuelles : les événements de Tiananmen ont traumatisé les dirigeants chinois dans le prix qu'il a fallu payer vis-à-vis de l'extérieur ; le deuxième fait est l'effondrement de l'Union soviétique qui s'était épuisée dans une course aux armements avec les États-Unis ; enfin, la Chine garde en mémoire la crise financière qui a secoué l'Asie en 1997-1998. Aujourd'hui, la nouvelle génération au pouvoir, bâtit donc une doctrine stratégique autour des quatre « non » énoncés par Hu Jintao en avril 2004 : « non à l'hégémonisme, non à la politique de la force, non à une politique de blocage, non à la course aux

vis des États-Unis qui absorbent environ 20 % de ses exportations. Les interventions militaires américaines ont cependant rendu la diplomatie chinoise plus que jamais soucieuse de diversifier ses alliances et son approvisionnement en énergie. Pékin use ainsi d'une diplomatie asymétrique, très mobile, qui privilégie les relations bilatérales tout en participant activement aux organisations régionales : accord sur la frontière orientale signée avec la Russie le 2 juin 2005 ; protocole du 11 avril 2005 signé avec l'Inde et visant à régler le contentieux frontalier qui oppose les deux pays depuis 1962 ; création de l'Organisation de coopération de Shanghai en 2001 ; implication auprès des pays de l'ASEAN<sup>11</sup> ; utilisation de l'Union européenne comme contrepoids à l'hégémonie américaine. A travers cette diplomatie bilatérale et multilatérale, Pékin s'est révélé extrêmement habile dans la région puisque la plupart des pays regardent désormais la Chine comme un bon voisin, un partenaire constructif, un interlocuteur attentif et une puissance régionale qui ne fait plus peur.

Dans le domaine de la sécurité, la stratégie chinoise cherche à satisfaire en permanence les trois conditions suivantes, classées dans un ordre décroissant de priorité : il s'agit dans un premier temps de préserver la stabilité interne ; la défense contre toute menace externe persistante qui présenterait une menace contre sa souveraineté est une deuxième priorité ; enfin, la Chine est attachée au maintien d'une zone d'influence régionale, en qualité de grande puissance, si ce n'est, à terme, comme première puissance mondiale. Pour la stabilité interne, la Chine mise sur une croissance économique soutenue, qui lui garantit également un retour à la prospérité telle qu'elle l'a connue avant la période moderne, une intégration aux systèmes internationaux, et enfin, le développement des technologies duales afin de moderniser l'outil de défense. Depuis 1850 et les traités inégaux, les principaux objectifs de sécurité demeurent inchangés, bien que la Chine ait aujourd'hui une perception différente des menaces environnantes, et ce en raison de la mondialisation. Ces objectifs caractérisent une politique de sécurité d'un Etat hybride « fort-faible », selon l'expression de Michael Swaine<sup>12</sup>. Lorsque la Chine se comporte comme un Etat « fort », elle s'appuie sur une rhétorique politique sûre d'elle et sur ses moyens militaires. Quand elle agit comme un Etat « faible », elle adopte une démarche défensive et recherche une solution diplomatique habile pour résoudre le différend. C'est pourquoi, sous couvert de cette stratégie, toute confrontation ou conflit avec les États-Unis et ses alliés ne pourrait se produire que s'ils menaçaient l'intégrité territoriale de la République populaire ou la cohésion interne du pays. La Chine ne recherche pas, elle ne l'a d'ailleurs jamais fait, à étendre sa puissance sur le système

grandes puissances occidentales dans le passé. Cela signifiera une augmentation de ses capacités militaires en cohérence avec sa puissance économique, le développement d'une sphère d'influence régionale, voire mondiale, dont elle assurera la sécurité. Elle recherchera certainement à régler par la force la question taiwanaise, et tentera d'édicter des règles internationales afin de satisfaire au mieux ses besoins et ses intérêts. Dans le pire des cas, elle sera prête à déclencher des guerres préventives.

## 2.2. Le paradoxe des interactions

### 2.2.1. Les liens économiques

L'interaction économique entre les deux rives a pris une telle ampleur que la perspective d'une « intégration » paraît inéluctable. Le président Chen Sui-bian y est favorable dans le principe, mais il demeure réticent pour des raisons politiques. Il juge également décevants les retours sur investissements. Ces derniers représenteraient 15 à 20% seulement des 100 milliards de dollars investis jusqu'à ce jour en Chine<sup>13</sup>. Cependant, la perspective d'une intégration liée à l'accélération des échanges économiques ne doit être vue qu'à une échelle mondiale. En effet, la Chine demeure une préoccupation majeure du monde économique. En 2002, elle est devenue le premier bénéficiaire mondial des investissements directs étrangers (IDE), représentant 70% du capital étranger investi dans la région contre seulement 30% pour les pays de l'ASEAN. En 2004, elle a encore reçu un peu plus de 60 milliards de dollars d'investissements étrangers.

Le principal bénéfice pour Taiwan est que le caractère mondial du défi économique chinois peut être un gage relatif de sécurité pour l'île. Toute utilisation trop directement politique par le régime chinois de sa masse économique serait considérée avec la plus grande appréhension par les investisseurs extérieurs, en particulier ses voisins, qui pourraient craindre que le précédent se répète pour des cas autres que celui fourni pour la question taiwanaise. De plus, depuis l'entrée des deux rives dans l'Organisation mondiale du commerce, toute manipulation chinoise concourrait à une certaine internationalisation du problème taiwanais, bien qu'il y ait quelques règles spécifiques à Taiwan. La Chine n'a donc aucun intérêt à jouer sur le facteur économique, tant les conséquences seraient dangereuses pour son développement.

L'autre avantage pour Taiwan est l'influence insidieuse que représentent ces échanges commerciaux

que cette dernière n'a investi que 19 milliards de dollars, en incluant Hong-Kong dans ce calcul. Les études économiques démontrent également qu'une fraction insignifiante des profits générés par les investissements revient sur l'île. La délocalisation massive de son tissu industriel a eu pour conséquence d'affaiblir l'économie de Taiwan qui fait partie des pays les plus fortement endettés, avec un taux d'endettement de 48 % du PIB en 2004. Parmi les délocalisations, les procédés de fabrication des technologies numériques sont parmi les plus touchés : en 2000, 45 % des ordinateurs portables taiwanais étaient assemblés en Chine contre environ 99% aujourd'hui. A ce titre, les États-Unis sont particulièrement inquiets de l'exportation de certaines technologies jugées sensibles, en particulier les nanotechnologies<sup>14</sup>. Toutefois, les chaînes d'assemblage installées en Chine demeurent pour la plupart dépendantes des pièces et des machines importées de Taiwan.

En définitive, bien que l'opposition souhaite que Taiwan poursuive davantage dans la voie de l'intégration économique, force est de constater que la non-reconnaissance par Chen Shui-bian du consensus de 1992 n'a pas été en soi un obstacle à l'intégration des économies taiwanaises et continentales. Celle-ci n'est pas un moyen de dissuasion de la Chine, mais elle oblige Taiwan à s'engager envers la Chine plutôt qu'à vouloir maintenir un statu quo de façade. Elle ne réduit pas l'intensité du conflit mais en change quelque peu les contours et multiplie les chances de parvenir à une forme ou une autre d'accord entre les parties. Sous la pression des milieux d'affaires et autres lobbies, le président était toutefois prêt à consentir à une plus grande ouverture dans les échanges économiques. Il s'appuyait sur les recommandations de la conférence consultative pour le développement économique qui prônait une nouvelle politique surnommée « engagement positif, gestion efficace ». Le gouvernement taiwanais y voyait un impact positif sur les relations politiques, mais devant l'intransigeance de Pékin qui martelait la reconnaissance du consensus de 1992, l'abrogation a été officiellement abandonnée le 7 novembre 2001. Enfin, sur le plan économique, il faut relativiser la puissance économique chinoise, dont la marge d'expansion reste gigantesque puisque le pays demeure, dans l'ensemble, sous-développé. Comme l'a rappelé le Premier ministre Wen Jiabao au quotidien El Pais le 6 juin 2004, « malgré la vitesse de notre croissance, la Chine est encore un pays en voie de développement, et il nous faudrait encore cinquante ans de croissance au rythme actuel pour devenir un pays moyennement développé. » Dès lors, quel bénéfice pourrait tirer la

Chine d'un conflit avec Taiwan ?

L'immigration est également en pleine expansion, les Taiwanais percevant mieux leur avenir dans l'agglomération de Shanghai que sur l'île... Huit cent mille à un million de Taiwanais seraient aujourd'hui installés en Chine.

Le tourisme chinois fait également son apparition, ce qui constitue là encore une étape cruciale dans la normalisation des relations avec Pékin.

Parmi les contacts intersociétaux, les groupes religieux sont également un vecteur important des contacts à l'intérieur de la société civile, en particulier les dirigeants bouddhistes taiwanais qui sont ouvertement en contact avec des responsables politiques continentaux dans le but d'assurer la reconnaissance de leur action.

Enfin, une association de généraux en retraite a été créée, pour des échanges informels entre les armées des deux rives. Bien qu'elle s'intègre davantage dans une démarche politique d'influence au plus haut niveau des gouvernements respectifs, elle contribue à apaiser les tensions.

### 2.2.3. Les liaisons directes : commerce, transports et services postaux

A défaut de normaliser les relations politiques entre Pékin et Taipei, la population taiwanaise souhaite que des liaisons directes s'établissent avec le continent. Les échanges économiques explosent, mais au-delà, les échanges familiaux se sont également accélérés puisque les Taiwanais immigrés en 1949 rendent visite à leurs aînés restés sur le continent, ces derniers étant pour la plupart en fin de vie. Le pouvoir taiwanais demeure prudent sur l'ouverture de ces liaisons, à l'instar de sa politique économique avec le continent. A l'inverse, il est surprenant que Pékin ne soumette pas les liens directs à la reconnaissance du principe de la Chine unique<sup>15</sup>, les liaisons devant toutefois être établies sur le modèle de Hong-Kong.

Dans l'attente de liaisons directes, des pourparlers sur de possibles « mini liaisons » ont été lancés. Le thème des trois mini liaisons a été initié sous la pression de groupes religieux qui souhaitent pouvoir assurer le pèlerinage à Meizhou en l'honneur de la déesse Mazu, déesse de la mer devenue la patronne tutélaire de l'île de Taiwan. Les premières liaisons entre les îles Kinmen et Maztsu ont été autorisées à compter du 29 décembre 2000 mais avec de fortes limitations : les activités de commerce et transport ne sont autorisées qu'aux seuls résidents de ces îles et l'usage de la monnaie chinoise est prohibé.

chaque année entre Taiwan et le continent à l'occasion du Nouvel An lunaire. La seule restriction est le détour par Hong-Kong que doivent faire les aéronefs pour satisfaire Taipei.

En définitive, de nombreuses liaisons « quasi directes » existent aujourd'hui via Hong-Kong, Macao ou Ruykyu (Japon) ; mais les liaisons directes qui devraient s'ouvrir à terme semblent exiger des progrès dans les relations politiques jusqu'alors refusées par Pékin et Taipei.

#### 2.2.4. L'action indirecte des triades

Les triades sont, à l'image des mafias, des organisations criminelles transnationales que l'on caractérise essentiellement par leur ancienneté et leurs structures féodales. Symbiotiques, elles forment des sociétés séculaires dont l'histoire fait partie intégrante de celles de la Chine et de Taiwan. Même si le parti communiste chinois a initialement cherché à les éliminer, la rétrocession de Hong-kong a modifié cette approche. L'implantation historique des triades taiwanaises à Hong-kong, les liens politiques qu'elles ont avec les pouvoirs politiques ainsi que la multiplication des échanges économiques entre les deux rives laissent supposer que l'action des triades ne serait pas neutre dans le règlement politique du conflit.

L'existence des triades chinoises implantées à Taiwan et leurs liens avec le milieu politique ne sont plus à démontrer. En 2000, peu avant les élections présidentielles, ce sont des funérailles nationales qui ont été organisées à l'attention de deux mafieux, dont l'un était Chen Yung-ho, un dirigeant du gang des quatre mers. Ils étaient entourés de fidèles en provenance de Hong-Kong, Macao, du Japon et des Etats-Unis. Cela souligne autant la puissance et l'étendue des liens personnels qu'il avait créés, que l'implantation de son gang dans le tissu social et politique de l'île, bien au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler le monde du crime. Etaient présents Chen Li-an, ancien ministre de la justice et candidat indépendant aux élections présidentielles, Hsu Hsin-liang, le directeur du parti démocrate progressiste, ainsi que Ju Gau-jeng, l'un des ténors du Nouveau parti, le groupe sécessionniste du Kuomintang. Chen Shui-bian, alors maire de Taipei, avait envoyé des rouleaux funéraires. Que les personnalités politiques taiwanaises les plus en vue s'apparentent au cercle de relations des chefs mafieux indique ainsi la prégnance des triades dans la vie publique. Selon une enquête du China Post, quotidien de l'île, de nombreux élus auraient des liens déclarés avec la pègre et 5 à 10 % des élus

bande verte, Macao, le Commonwealth et les grandes villes américaines. Elles ont fui le communisme, mais à partir de 1980-1990, deux phénomènes ont facilité le retour des triades sur la « grande terre » : le déclin du communisme marqué par les réformes de Deng Xiaoping et le retour de Hong-Kong et Macao au sein de la mère patrie chinoise.

La réunification de Hong-Kong en 1997 fut un enjeu historique de taille pour les dirigeants du parti communiste. Le pouvoir chinois, réaliste et bien informé des pratiques locales, décide alors de dialoguer avec l'autre pouvoir, les triades. En avril 1993, le ministre de la sécurité publique chinoise, Tao Siju, rend publique cette approche réaliste en déclarant : « pour des organisations comme les triades à Hong-Kong, tant que ces gens sont des patriotes, tant qu'ils sont concernés par la prospérité et la stabilité de Hong-Kong, nous devrions coopérer avec eux » et « les sociétés noires sont patriotiques ». Cette alliance recèle pour le pouvoir chinois probablement d'autres vertus, en particulier une façon de réconcilier le patriotisme séculaire des triades et l'intérêt criminel bien compris. Cependant, les relations entre la Chine communiste et les triades s'étaient fait jour bien avant, lorsque le parti communiste avait investi les milieux d'affaires de Hong-Kong au travers de multiples sociétés, mais également lorsque Deng Xiaoping avait lancé les zones économiques spéciales. Il semblerait par ailleurs que les triades eussent investi depuis longtemps les cercles de la nomenklatura et de l'Armée populaire.

Aujourd'hui, une triade ne peut plus être analysée sous le seul angle criminel. Elle est également un acteur politique et économique à part entière, en fait un groupe de pression classique ayant des intérêts spécifiques et représentant des populations. Les triades ont autant de raisons d'entrer en relation avec le pouvoir politique que tout autre acteur social majeur. Dans le cadre de notre étude, l'implantation historique des mafias taiwanaises<sup>16</sup> à Hong-kong laisse supposer des contacts avec le pouvoir politique local. Par effet de ricochets, leur influence ne peut être négligeable dans le règlement du différend politique qui oppose l'île et le continent.

#### 2.2.5. L'action des diasporas

En 1949, à l'instar des triades, le peuple chinois a migré à travers le monde. Depuis lors, Taiwan représente politiquement l'ensemble de la diaspora chinoise dans le monde, soit environ 45

diaspora étant en général plus patriote que les Chinois de Chine, on peut aisément comprendre l'intérêt de Pékin à cultiver cette allégeance à des fins diplomatiques, en particulier auprès des Etats-Unis.

Historiquement, l'action de la diaspora taiwanaise est particulièrement importante aux Etats-Unis. Elle agit sur tous les leviers du système politique américain. Face à la réticence naturelle du département d'Etat soucieux de la politique à court terme et signataire des communiqués, la diaspora s'appuie sur le Pentagone et le Congrès pour faire entendre sa voix. Ce n'est pas un hasard si le Pentagone est partisan du statu quo et s'il soutient naturellement et avec un certain dirigisme les forces armées taiwanaises. Il est également réticent à tout contact avec l'APL et a eu un rôle déterminant dans l'annulation de la vente des avions radar israéliens à la Chine, en 2000. Le Congrès, occupant une place centrale dans le TRA, affiche également un soutien idéologique et stratégique à Taiwan.

Comme nous l'avons évoqué, l'évolution de la Chine perturbe aujourd'hui l'influence historique de la diaspora chinoise aux Etats-Unis. Il ne fait aucun doute qu'un certain pragmatisme économique est observé. Malgré son soutien à Taiwan, le Congrès est d'ailleurs favorable à la normalisation des relations économiques avec la Chine, tant qu'il n'y a pas d'atteinte aux intérêts commerciaux stratégiques des Etats-Unis.

Les milieux d'affaires américains sont en revanche acquis à la cause continentale et veulent, à l'instar des milieux d'affaires taiwanais, une intégration économique plus marquée avec la Chine continentale. Historiquement, la communauté taiwanaise abritait des militants indépendantistes et leur action recevait un écho favorable au sein des institutions et des milieux d'affaires américains. Aujourd'hui, face à la réalité économique, leur discours est en décalage. Ainsi la communauté taiwanaise s'est rapprochée de la communauté chinoise continentale qui regroupe de moins en moins de dissidents au régime communiste. La question taiwanaise est en train de passer naturellement au second plan.

## TROISIEME PARTIE : LE STATU QUO ET L'ANALYSE PROSPECTIVE

### 3.1. La confrontation militaire dans le détroit

#### 3.1.1. La stratégie chinoise

La doctrine militaire chinoise est très clairement hiérarchisée entre grande stratégie, stratégie de sécurité et stratégie militaire. Le premier but affirmé de la grande stratégie chinoise est de pouvoir rejoindre le clan restreint des grandes puissances, dont les principes ont été exposés au troisième chapitre. La stratégie de sécurité vise, au niveau régional, à permettre de s'affirmer comme une puissance prééminente de l'Asie orientale pour parvenir à préserver ses intérêts stratégiques, en mer de Chine du sud et dans sa périphérie. Dans le domaine militaire, elle se traduit, eu égard aux enseignements tirés des conflits récents (Guerre du Golfe, Balkans, ...), par la constitution de forces de réaction rapide et la modernisation de l'outil de combat. Mais la Chine, n'ayant pas les ressources suffisantes pour pouvoir développer ou acquérir toutes les capacités nécessaires, poursuit une stratégie de « modernisation sélective » et développe « des poches d'excellence », en particulier les missiles balistiques et les missiles de croisière, afin de prendre l'initiative, moyen le plus sûr d'amener l'ennemi au retrait sans livrer bataille. Le paradigme de la stratégie chinoise se résume à l'idée maîtresse des écrits de Sun Zi : « vaincre sans combattre ».

#### 3.1.2. La stratégie taiwanaise

La doctrine de Taipei est délibérément « d'une grande ambiguïté stratégique ». Un grand silence demeure sur la réaction qu'aurait l'île face à une agression de Pékin, en particulier si elle employait des moyens offensifs sur le continent. Dans la restructuration actuelle des forces taiwanaises, force est de constater une augmentation significative des parts « air » et « naval » dans le budget, marquée par l'acquisition et le développement d'armements offensifs. Là encore, Taiwan a bien conscience que la meilleure défense, c'est l'attaque.

balistiques. Elle n'a pas tardé à intégrer Taiwan et le Japon, ses principaux alliés, dans une défense anti-balistique de théâtre. Pour contrer le TMD<sup>2</sup>, la Chine parle dorénavant de « guerre limitée basée sur la haute technologie » : l'arme nucléaire serait remplacée par des niches de « haute technologie », permettant à l'APL de rivaliser avec une task force américaine : l'acquisition et le développement des missiles de croisières est une priorité, au même titre qu'une capacité ISR<sup>3</sup>. La militarisation de l'espace serait également envisagée<sup>4</sup>. A l'avenir, la Chine a également pour objectif de dissuader l'intervention des Etats-Unis en limitant sa force de frappe : détecter et neutraliser une force navale américaine stationnée en haute mer. Devant le péril chinois, les Etats-Unis se retrouvent contraints de participer à la modernisation et à une certaine « intégration opérationnelle<sup>5</sup> » des forces taiwanaises alliées. Enfin, le Japon, eu égard au climat d'animosité actuel et au partenariat stratégique tripartite<sup>6</sup>, s'engagerait très certainement aux côtés des Etats-Unis.

#### 3.1.4. La synthèse des forces en présence

L'analyse de chaque système de forces<sup>7</sup> permet de dégager les modes d'actions qui s'offrent à l'Armée populaire de libération dans sa quête de libération de « l'île rebelle ».

Concernant la maîtrise de l'espace aérospatial, il convient de distinguer les forces aériennes « classiques » et la menace balistique.

D'apparence forte, l'armée de l'air chinoise<sup>8</sup> affiche des piètres qualités faute d'équipements modernes. Elle aligne théoriquement plus de 4500 avions de combat et 500 avions de transport ; mais l'efficacité opérationnelle doit être tempérée. Face aux chasseurs modernes de l'armée de l'air taiwanaise<sup>9</sup>, la Chine ne peut compter que sur les appareils acquis récemment, les Sukhoi SU-27 et SU-30, dans l'attente du chasseur F10, avion de quatrième génération de production nationale. Ce dernier devrait être opérationnel avant la fin de l'actuelle décennie. Il sera équipé d'un radar à antenne active, de missiles air-air autonomes<sup>10</sup> et il devrait être ravitaillable en vol. Aujourd'hui, 150 à 170 SU-27/SU-30 seraient en service, chiffre à rapprocher des 300 avions de quatrième génération détenus par Taiwan. De plus, la Chine ne possède pas une flotte d'avions radars performants<sup>11</sup>, capacité indispensable pour la détection des cibles évoluant à très basse altitude. Enfin, Taiwan met en œuvre

un système de défense anti-aérienne cohérent et performant : autour du système de base Hawk amélioré, les forces se sont dotées d'un missile longue et moyenne portée, le Tien Kung, dérivé du Patriot américain PAC-2. Si la Chine n'utilise pas ses missiles balistiques, il est certain que la supériorité aérienne dans le détroit de Taiwan ne peut être acquise par les forces aériennes chinoises, et le rapport de forces devrait rester favorable à l'île jusqu'en 2015.

Dans les domaines du transport et de l'aérotransport, les moyens chinois sont également limités. En effet, 20 IL-76 Candid et 100 Y-8 Cub ne pourraient pas satisfaire une opération aéroportée de grande envergure.

La supériorité chinoise est en revanche certaine dans le domaine balistique. La maîtrise de cette capacité constitue réellement le fondement principal de la puissance chinoise, notamment vis-à-vis d'autres puissances régionales, comme l'Inde par exemple. Cependant, la Chine n'est certainement pas en mesure de mener une campagne stratégique à partir de la seule menace balistique. Au premier regard, la capacité de frappe chinoise paraît encore limitée par les caractéristiques mêmes de ces armes dont la précision est évaluée à 300 mètres environ. L'absence de sous-munitions ne garantit pas non plus la neutralisation d'un site avec un seul missile. La mise hors service d'une piste d'aérodrome imposerait le tir de près d'une centaine de missiles pour espérer une réelle efficacité. Le déploiement futur d'une nouvelle génération de missiles plus précis, le DF-21X<sup>12</sup>, pourrait toutefois modifier ce constat. Là encore, à raison d'une cinquantaine, voire d'une centaine de missiles déployés par an, une force balistique conventionnelle de « précision » devrait être pleinement opérationnelle entre 2010 et 2015.

Face à cette menace balistique, Taiwan reste divisée sur l'acquisition d'un système de défense anti-missiles. Pour diverses raisons, tant budgétaires, techniques que politiques, les militaires et le pouvoir politique se sont accordés pour la mise en service d'un système local de défense antiaérien, concentré sur la basse altitude, incluant les batteries Patriot PAC-2 et le système Sky Bow. Pour un système plus ambitieux, les discussions sur un déploiement éventuel de batteries Patriot PAC-3 restent tendues aussi bien entre les partis politiques taiwanais, qu'avec les Etats-Unis.

La maîtrise du domaine aéromaritime tourne nettement à l'avantage de la Chine qui, sous l'impulsion de Jiang Zemin, a lancé la modernisation à marche forcée de sa marine. Reflet de l'importance de la question taiwanaise et de la nature et de la place des enjeux chinois en mer de Chine du Sud, la marine

de missiles de croisière. La capacité à contrôler les approches maritimes taiwanaises, à les miner est donc incontestable. En revanche, les capacités de transport amphibie de la marine chinoise ne devraient pas à terme augmenter de manière significative, ce qui limite fortement ses possibilités de débarquement sur les côtes taiwanaises. Face à la menace maritime chinoise, Taiwan se doit de réagir. Malgré des efforts de modernisation initiés dans les années 90 avec l'acquisition de frégates<sup>13</sup> et de sous-marins<sup>14</sup>, elle serait surpassée dans tous les domaines de lutte. Les ventes d'armes<sup>15</sup> autorisées par l'administration Bush en 2001 devraient partiellement réduire le fossé entre les deux forces maritimes, en particulier dans le domaine de la lutte anti-sous-marine.

La maîtrise du milieu aéroterrestre par la Chine se heurte à plusieurs interrogations. La première concerne sa capacité à mener une opération amphibie ou une opération aéroportée. Compte tenu de l'extrême difficulté de ces opérations qui demandent une excellente coordination interarmées, il convient d'en douter aujourd'hui. Mais la Chine apprend vite et s'entraîne pour combler son retard : simulant un débarquement sur Taiwan, elle a mené un exercice interarmées de grande ampleur sur l'île de Dongshan, en juin 2004, rassemblant 20000 hommes des trois armées. La deuxième interrogation est son aptitude au combat urbain. La deuxième guerre d'Irak a démontré la prééminence de cette capacité<sup>16</sup>. Au regard des acquisitions récentes, l'armée de terre taiwanaise semble, aujourd'hui, plus apte à ce type de combat où l'agilité et la fulgurance sont prépondérantes.

En conclusion, bien que la Chine comble avec célérité son retard dans tous les domaines, l'acquisition de la supériorité aérienne et la projection de forces, eu égard à la spécificité géographique de l'île ne seraient pas encore garantis dans le cadre d'une manœuvre militaire classique. Les analyses de l'ancien ministre de la défense, Monsieur Tang Fei, annonçant que « la situation dans le détroit risquait d'échapper au contrôle de l'armée taiwanaise après 2005 », relayées par un rapport du département à la défense, se sont avérées pessimistes. Le rapport du Pentagone paru en 2005 est proche de ce constat, estimant que la Chine serait prête à mener une opération militaire d'envergure contre l'île. Cependant, les conclusions du rapport 2003 paraissent plus réalistes : l'équilibre des forces devrait être garanti jusqu'en 2015, à l'exception de la force de frappe balistique qui représente déjà une menace militaire majeure et place l'île dans une situation très délicate.

échéance. A moyen terme, la Chine a besoin de stabilité pour poursuivre son ascension économique. C'est pourquoi l'option militaire demeure faible à moins qu'elle ne soit que l'unique moyen de survie d'un régime autoritaire chinois à l'agonie. Toutefois, la Chine se prépare à toute éventualité. Depuis plusieurs années, elle observe et apprend patiemment.... Après avoir effectué des manœuvres d'envergure avec la Russie, l'armée chinoise a déjà simulé au niveau interarmées un débarquement sur l'île nationaliste<sup>17</sup>, avec prise de contrôle de l'espace maritime et aérien. Par ailleurs, des militaires auraient été nommés à des postes civils dans la province du Fujian afin de faciliter la mobilisation en cas de conflit avec Taiwan. Impossible aujourd'hui, le débarquement amphibie, combiné à une opération aéroportée, n'est pas une option à rejeter à moyen terme, vers 2015. La Chine pourrait cependant mener dès aujourd'hui des offensives ciblées sur les îles Kinmen, Matsu et probablement Penghu.

Compte tenu de son aviation qui demeure faible, les scénarios les plus probables à court terme demeurent l'attaque de missiles et le blocus maritime.

Une attaque de missiles balistiques présente l'inconvénient majeur de développer un nationalisme de la population touchée bien plus acerbe qu'à l'ordinaire. Cette solution est-elle acceptable pour Pékin qui rêve de « rassembler » la patrie chinoise ? Cependant, les nouveaux missiles en développement, le DF-21X<sup>18</sup>, s'apparentent davantage à des munitions « tactiques » du fait de leur précision. Des salves de centaines de missiles balistiques, couplées avec des frappes aériennes<sup>19</sup> et de missiles de croisières, pourraient atteindre les objectifs stratégiques de l'île. Même si Taiwan souhaite effectuer des « frappes aériennes » en représailles, les forces aériennes devront « franchir » les défenses sol-air équipées du redoutable système sol-air S300.... En définitive, ce scénario est réaliste sous réserve que les missiles soient suffisamment précis. Parfois, quelques variantes sont évoquées, telle que la frappe paralysante<sup>20</sup> sur les systèmes électroniques et de communications. Mais l'emploi d'une charge nucléaire exo atmosphérique paraît très improbable compte tenu des conséquences diplomatiques.

Le deuxième scénario fort probable à court terme reste le blocus naval. La Chine populaire est en passe de posséder une marine de haute mer respectable. Bien que Taiwan s'équipe de moyens antinavires et d'une lutte anti-sous-marine, la ronde des sous-marins chinois devant les ports de Kaohsiung, Taichung et Keelung ainsi que la présence des destroyers de la classe Sovremenny

### 3.2. Les scénarios politiques

Ce qui prime dans le détroit de Formose, c'est bien la volonté de Pékin de résoudre la question taiwanaise au travers d'une formule qui permette de proclamer l'achèvement du processus de réunification de la Chine. Pour cela, elle propose la formule « un pays, deux systèmes ». Pour Taiwan, la question essentielle est l'exercice de la souveraineté. Taiwan a-t-il le droit d'être souverain là où le gouvernement exerce son autorité ? La formule « un pays, deux systèmes » répond favorablement à cette question. Mais le souhait de tout gouvernement souverain demeure la reconnaissance de cette souveraineté par la communauté internationale. Ainsi, pour le président Chen Shui-bian, comme pour son prédécesseur Lee Teng-hui, la formule « un pays, deux systèmes » ne répond pas à la question « comment » Taiwan serait inclus à la « Chine unique ». Contrairement aux propos chinois, Chen Shui-bian et son parti ne sont pas formellement opposés à une réunification ; « ils veulent accepter une formule qui reconnaisse la souveraineté du gouvernement et le droit pour ce dernier de participer aux instances internationales<sup>21</sup> ». La question taiwanaise se situe bien dans une démarche inverse de la construction européenne où les pays sont, pour certains, à la recherche d'une Union politique forte, au risque de perdre une partie de leur souveraineté.

En définitive, au-delà des paradigmes proposés par J.P. Cabestan et B. Vermander dans leur dernier ouvrage, une solution de type Union chinoise pourrait satisfaire les deux parties, en particulier Taiwan. Elle pourrait s'appuyer sur les travaux du projet de Constitution européenne. L'inflexion légère observée auprès des intellectuels proches du pouvoir à Pékin laisse entrevoir ce type de possibilité. Bien qu'en deçà de la formule « un pays, deux systèmes », elle demeure plus ambitieuse que le système proto-confédéral qui s'appuie sur deux pays indépendants dont les seuls liens sont ethniques : « une nation, deux Etats » à l'image de la Corée.

Les paradigmes possibles pour l'avenir seraient donc les suivants : la réunification basée sur la formule « un pays, deux systèmes », mais la probabilité est très faible ; le maintien de « l'ambiguïté stratégique » sur la future Chine unique qui demeure la position du président taiwanais ; le modèle de l'Union économique, qui proposerait à terme une évolution politique, à l'image de l'Union Européenne ; le modèle proto-confédéral qui est la position du Kuomintang ; la marche vers l'indépendance et enfin la neutralisation, proposée par certains députés taiwanais<sup>22</sup>. Mais tous ces

### 3.2.1. Premier scénario : la formule « un pays, deux systèmes » est adoptée

Taiwan se laisse finalement séduire par la formule « un pays, deux systèmes » et engage des pourparlers sur les aménagements possibles. Une nette inflexion de Pékin a été remarquée sur la formule « un Etat, deux systèmes ». Sans l'admettre ouvertement, la Chine a certainement renoncé à exercer un jour sur Taiwan un contrôle politique, social et économique du même type que celui mis en œuvre à Macao et Hong-Kong. C'est pourquoi la Chine serait certainement prête à faire des concessions, sous réserve que la question de la souveraineté chinoise soit maintenue.

### 3.2.2. Deuxième scénario : une nouvelle formule politique

La Chine admet enfin que la formule « un Etat, deux systèmes » ne répond nullement aux réalités identitaires et politiques de l'île de Taiwan et s'efforce de trouver une formule plus conforme aux attentes des autorités et de la population taiwanaise que sont les questions de souveraineté, sécurité et démocratie. Le projet pourrait s'inspirer de divers exemples existants à travers le globe : union économique, système fédéral, Commonwealth,... Le principe de l'Union chinoise, présenté supra, visant à construire une union politique à partir de liens économiques et culturels forts peut être une option réaliste. Taiwan serait certainement favorable à ce scénario. Mais l'invariance des propos de Hu Jintao depuis son accession au pouvoir ne rend guère possible cette option.

### 3.2.3. Troisième scénario : maintien du statu quo

Cette solution est inévitable à court terme. Chen Shui-bian est dorénavant très affaibli par les dernières élections et la Chine ne prendra aucune initiative avant l'exposition universelle de Shanghai. Au-delà, le statu quo devrait être menacé : les liens économiques devraient se poursuivre et les liaisons directes voir le jour ... favorisant l'établissement d'une confiance mutuelle entre les deux rives. Les scénarios un ou deux devraient alors prendre le relais. Au-delà d'une génération, ce scénario semble condamné. Le parapluie américain est toujours dissuasif, mais l'émergence de la Chine devrait en effet mettre à mal la clarté stratégique américaine dans son soutien militaire à Taiwan.

Après l'accord historique signé entre le parti communiste et le Kuomintang en avril 2005, les Taiwanais ne semblent pas effrayés par un retour au pouvoir du parti « nationaliste », eu égard aux résultats des élections de décembre 2005. Si le Kuomintang revient au pouvoir en 2008, il cherchera à lancer un projet politique avec Pékin. Eloigné du pouvoir depuis mars 2000, il a clairement pris conscience des risques de la politique menée par le Parti démocrate progressiste. Ma Ying-jeau, le nouveau président du Kuomintang, a la confiance de Pékin, ce qui est déterminant dans la gestion de cette crise. Elle réduit en quelque sorte la peur de l'autre qui inhibe toute initiative. Mais le statu quo est également tributaire de la volonté chinoise. Au regard de l'isolement de Chen Shui-bian, Pékin peut estimer que la politique du « front uni » a porté ses fruits. Cependant, le franchissement d'un obstacle ne conditionne pas l'issue d'une bataille. Une frange non négligeable de la population taiwanaise n'accepterait pas une évolution trop brusque de la situation. Et la Chine devra donner à Taiwan un peu d'air au niveau international. C'est pourquoi une solution intermédiaire entre les deux premiers scénarios pourrait voir le jour, dont la question de la souveraineté sera au cœur du débat.

## CONCLUSION

Alors même que la Chine, tout comme Taiwan, poursuit une difficile quête identitaire, il semble possible de construire la paix dans le détroit. Le conflit n'a rien d'inéluctable à court terme, et il convient d'admettre qu'un dénouement reste possible à moyen terme.

Au regard des facteurs externes, la puissance américaine reste bien le principal acteur capable d'éviter le déclenchement d'un conflit armé. La clarté stratégique affirmée de la première puissance mondiale plaide pour le maintien du statu quo à court terme. L'arrivée d'une administration démocrate et la montée en puissance effective de l'APL pourraient modifier cette garantie américaine.

A moyen terme, le statu quo n'est guère tenable. D'un côté, l'isolement diplomatique dont Taiwan fait l'objet semble anachronique, tout comme le martèlement incessant des autorités chinoises sur la reconnaissance du principe d'une seule Chine. Comme le souligne l'International Crisis Group, «les protagonistes du conflit, leurs partenaires et la communauté internationale dans son ensemble doivent désormais réexaminer les politiques existantes en fonction de l'évolution dynamique du conflit durant la dernière décennie, cela afin de faire en sorte que des efforts plus effectifs soient déployés pour contenir et réduire la tension. En particulier, la prémisse selon laquelle Taiwan peut être gardée dans une « boîte » et qu'il puisse lui être demandé de taire son aspiration à une nouvelle identité internationale ne s'avère plus particulièrement utile. En parallèle, Taiwan a besoin de responsables politiques disposés à accorder une priorité moindre à l'édification d'une identité nationale et une priorité plus grande à la construction de fondations stables favorisant la paix entre les deux rives du détroit ». Mais peu de pays ont aujourd'hui la possibilité de proposer leurs bons offices. Washington et Tokyo sont trop impliqués, et les pays du sud est asiatique ne le souhaitent certainement pas compte tenu de l'émergence de la Chine. L'Union européenne est peut être celle dont l'héritage historique est le moins lourd, et en dépit de son processus politique inachevé, elle ne devrait pas sous-estimer ses capacités de médiateur.

Mais n'est-ce pas aux peuples eux-mêmes de construire la paix entre les deux rives ? Le quotidien des interactions est peut-être la clé du succès à venir. Chen Shui-bian n'a aujourd'hui plus beaucoup de cartes en main pour reprendre l'initiative depuis que l'opposition est majoritaire au Yuan législatif, et ce jusqu'à la fin de son mandat en 2008. Ses projets de réforme de la Constitution risquent de faire

« Reconnaître la contribution du monde culturel chinois à la construction d'un ordre international plus juste et plus stable »<sup>1</sup>, ce serait faire un pas vers plus de sécurité dans le détroit de Formose.

## ANNEXE 1

Les principaux textes et communiqués constituant le fondement des relations triangulaires entre la République populaire de Chine, la République de Chine (Taiwan) et les Etats-Unis

### 1. Les relations Chine populaire – Taiwan

Préambule de la Constitution de la Chine populaire modifiée en 1982

« Taiwan est partie intégrante du territoire sacré de la République populaire de Chine, et l'achèvement de l'unification de la mère patrie est une tâche sacrée du peuple chinois tout entier, y compris du peuple de Taiwan. »

La rencontre de Singapour (1992)

Les chinois déclaraient à l'issue de cette rencontre que « les deux rives du détroit maintiennent le principe d'une seule Chine et s'efforcent de travailler à la réunification du pays, et au cours des entretiens courants entre les deux rives, il ne sera pas touché au sens politique d'une « seule » Chine».

Les Taiwanais avaient en revanche une analyse différente : « Pendant que les deux rives du détroit uniront leurs efforts pour travailler à la réunification du pays, bien que les deux parties maintient également le principe d'une seule Chine, chacune d'entre elles a sa propre interprétation de la signification d'une seule Chine.»

Livre blanc de la République populaire de Chine (1993)

« Taiwan est une partie inaliénable du territoire chinois. [...]. Le principe de la Chine unique rend toute autodétermination de Taiwan hors de question. »

Déclaration du Conseil aux affaires continentales en 1994 (Taiwan)

« Les deux rives doivent être conscientes [...] qu'elles devraient coexister comme deux entités juridiques distinctes sur la scène internationale. Quant à la relation qui les lie, c'est celle de deux régions séparées d'une seule et même Chine. »

Le discours en huit points de Jiang Zemin (janvier 1995)

Ce discours reprend en partie le livre blanc de 1993, en précisant toutefois le refus explicite de

7. Les compatriotes taiwanais doivent être respectés et écoutés par les représentants officiels de la République populaire de Chine, en Chine comme à l'étranger.

8. Les échanges officiels directs doivent être également encouragés, sans interférence étrangère. »

La théorie des « deux Etats » de Lee Teng-hui (juillet 1999)

« [...] La République de Chine est un Etat souverain depuis sa fondation, en 1912. En 1991, les amendements à la Constitution ont défini les relations entre les deux rives comme des relations particulières d'Etat à Etat. En conséquence, il n'est nullement besoin de déclarer l'indépendance. [...] La promesse de la Chine continentale d'appliquer la formule « un pays, deux systèmes » à Hong-Kong et Macao ne peut convenir pour Taiwan [...]. L'un et l'autre étaient des colonies, alors que la République de Chine est un Etat souverain et indépendant. »

Livre blanc de la République populaire de Chine (février 2000)

Cette nouvelle version du Livre blanc durcit le ton à l'égard de Taiwan.

« C'est dans le maintien du principe d'une seule Chine que la réunification sera possible. [...] Pour sauvegarder la souveraineté territoriale de la Chine et réaliser la réunification des deux rives du détroit, le gouvernement chinois a le droit d'utiliser tous les moyens nécessaires. [...]

Mais en cas d'incident causant la partition de Taiwan d'avec le continent sous quelque prétexte que ce soit, en cas d'occupation de Taiwan par une force étrangère, et au cas où les autorités de Taiwan refuseraient sine die de résoudre par voie de négociation le problème de la réunification des deux rives du détroit, le gouvernement chinois se verrait obligé de prendre toutes les mesures possibles, y compris le recours à la force, pour [...] réaliser ce projet qui lui tient à cœur : la réunification de la Chine. »

Discours d'investiture de Chen Shui-bian (mai 2000)

« Tout en nous continuant de nous plier aux principes de la démocratie et de la parité, [...] nous sommes persuadés que les dirigeants de chaque rive ont suffisamment de sagesse et de créativité pour résoudre ensemble la question d'une future « Chine Unique ».

Aussi longtemps que le régime du Parti communiste chinois n'utilisera pas la force contre Taiwan, je fais le serment, tout au long de mon mandat, de ne pas déclarer l'indépendance, de ne pas changer le nom officiel du pays, de ne pas pousser à l'inscription dans la Constitution de la formule « d'Etat à Etat » et de ne pas promouvoir la tenue d'un referendum visant à changer le statu quo en matière d'indépendance ou de réunification. [...] »

Discours de « l'intégration » de Chen Shui-bian (mai 2000)

Discours de Jiang Zemin au XVI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois (2002)

Pour la première fois, Jiang Zemin mentionne explicitement « l'espace international » et « le statut politique » de Taiwan. Il affirme également que « la réunification ne peut être indéfiniment retardée, sans pour autant lier cette éventualité à l'option militaire ».

Loi anti-sécession (avril 2005)

« Article deux : il n'est qu'une Chine dans le monde et le continent comme Taiwan appartiennent à cette Chine unique. [...] »

Article quatre : la réunification nationale est aussi le devoir des compatriotes taiwanais.

Article six : l'État doit prendre des mesures de confiance pour faciliter la réunification pacifique, y incluant la protection des droits et intérêts des compatriotes taiwanais.

Article sept : le cours à suivre pour parvenir à la réunification pacifique s'effectue au travers de négociation et de consultation, tenue sur un pied d'égalité.

Article huit : l'État devra employer des moyens non pacifiques dans l'un des trois cas suivants : si les forces sécessionnistes taiwanaises réalisent la sécession effective de Taiwan sous quelque forme que ce soit ; si les incidents majeurs produisent les mêmes effets ; si les possibilités d'une réunification pacifique sont complètement épuisées.

Article neuf : les moyens non pacifiques employés doivent minimiser les pertes à Taiwan. »

## 2. Les relations Chine populaire – Etats-Unis

Le communiqué commun de Shanghai (février 1972)

A propos de la relation avec Taiwan, il est précisé : « les Etats-Unis réalisent que les Chinois des deux côtés du détroit de Taiwan soutiennent tous qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taiwan fait partie de la Chine. Le gouvernement américain n'élève pas de contestation à propos de cette position ».

Etablissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis (janvier 1979)

« Les Etats-Unis reconnaissent le gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine [...]. Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique reconnaît la position de la Chine, à savoir qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taiwan fait partie de la Chine. »

Le communiqué de 1982

« Le gouvernement américain déclare qu'il ne recherche pas à appliquer une politique à long terme de

### 3. Les relations Etats-Unis – Taiwan

Loi sur les relations avec Taiwan (Taiwan Relations Act - TRA) en mars 1979

Il s'agit d'une loi votée par le Congrès

« La politique des États-Unis consiste à : [...]

- préciser que la décision des États-Unis d'établir des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine repose sur l'espoir que l'avenir de Taiwan sera déterminé par des moyens pacifiques,
- considérer toute tentative visant à déterminer l'avenir de Taiwan par des moyens autres que pacifiques, y compris le boycott ou l'embargo, comme une menace à la paix et à la sécurité dans la région du Pacifique occidental et comme un sujet de grave préoccupation pour les Etats-Unis,
- fournir à Taiwan des armes de nature défensive,
- maintenir la capacité des États-Unis de résister à tout recours à la force ou à tout autre forme de contraintes qui mettraient en danger la sécurité du peuple de Taiwan. »

Les six garanties (1982)

- Ne pas instaurer de date limite aux ventes d'armes,
- ne pas consulter préalablement Pékin à propos de ces ventes,
- ne pas servir de médiateur dans les relations entre les deux rives,
- ne pas réviser le TRA,
- ne pas changer de position sur la question de la souveraineté de Taiwan,
- ne pas obliger Taiwan à négocier avec Pékin.

Les deux engagements verbaux secrets de Ronald Reagan (1982)

Ils ont été ajoutés un peu plus tard aux six garanties

- « Si Pékin abandonne sa politique de réunification pacifique, le communiqué du 17 août 1982 sera déclaré nul et non avenu.
- Les Etats-Unis partageront avec Taiwan les informations (intelligence) rassemblées sur les intentions et le dispositif militaire de la PRC. »

## ANNEXE 2

## Rapport des forces militaires dans le détroit de Taiwan

Ce rapport des forces en présence ne présente que les capacités significatives, classées en systèmes de forces. En gras figurent les matériels les plus récents, qui tiendraient un rôle clé dans une confrontation militaire dans le détroit.

Enfin, il convient de rappeler que la Chine populaire, comme Taiwan, poursuivent à un rythme élevé la modernisation de leurs forces armées, la méfiance étant la règle dans la perception des intentions du voisin.

## 1. Effectifs militaires

Effectifs (total)	Taiwan	RPC
	290 000 (Terre 200 000 Marine 45 000 Air 45 000)	2 225 000 (en cours de réduction) (Terre 1 700 000 Marine 250 000 Air 400 000)
Réserves	1 657 000 (Terre 1 535 000 Marine 32 500 Air 90 000)	600 000

## 2. Maîtrise du milieu aérospatial

« La supériorité aérienne est un préalable à l'action militaire ». L'analyse des conflits militaires confirment sans contestation cette citation du Maréchal Foch (1917). La maîtrise du milieu aérospatial est ainsi le gage de la victoire militaire finale. C'est une condition nécessaire, mais nullement suffisante. Pour ce faire, les forces armées doivent pouvoir :

- surveiller l'espace aérospatial et pouvoir donner l'alerte,
- intercepter et neutraliser tout mobile évoluant dans la 3<sup>e</sup> dimension.

	Taiwan	RPC
Surveillance et alerte avancée		
Détection	4 E2-T Hawkeye	Y-8 et A-50E Mainstay (similaire AWACS)
Interception / neutralisation de tout mobile évoluant dans la troisième dimension		
Chasseurs défense aérienne	57 Mirage 2000-5 EI/DI <sup>1</sup>	100 SU-27SK/UBK (200 à

	HAWK Avenger / Stinger / Chapparat	60 SA-15 M-9 ; M-11 (type SA-7)
--	---------------------------------------	------------------------------------

## 2. Maîtrise du milieu aéromaritime

Compte tenu de la spécificité géographique de Taiwan, la maîtrise du milieu aéromaritime est indispensable à sa sécurité. Les domaines d'action à privilégier sont :

- surveillance de l'espace aéromaritime,
- lutte antisurface,
- lutte antisousmarine.

	Taiwan	RPC
Surveillance de l'espace aéromaritime		
Bâtiments Patrouilleurs Côtiers	59 patrouilleurs (équipés avec missile Hsiung Feng)	368 patrouilleurs
Lutte antisurface		
Sous-marins (hors SNLE)	4 dont 2 de la classe US Guppy 2.	5 SNA classe Han 43 dont 4 sous-marins classe Kilo ; 35 classe Roméo et 3 Song
Chasseurs	F-16 (mais armement non adapté).	26 FB-7 antinavire / 50 J-8 (aéronefs anciens ; armement non adapté).
Frégates	21 dont 7 Chengkung (classe Perry) et 6 classe La Fayette.	42 dont 8 Jiangwei II
Destroyers	11 dont 10 classe US Gearing / 1 US Summer	23 dont 4 classe Sovremeny (les autres classe Luda)
Missiles mer-mer	Hsiung-Feng III ++ Harpoon RGM-84L	SS-N-22 Sunburn CSS-N4-Sardine
Guerre des mines	12 dragueurs	38 dragueurs de mines
Lutte antisousmarine		
Patrouille maritime	32 S-2 (+ P-3 Orion commandés)	18 H-6D
Hélicoptères	20 S-70C defender	15 SA-321 / 8 AS 565 (type Panther)
Projection de forces		
Fusiliers Marins	5 000	30 000

## 3. Maîtrise du milieu aéroterrestre

Pendant longtemps, la reconquête du continent était l'objectif principal de la République de Chine (Taiwan). La stratégie terrestre était essentiellement frontale, privilégiant le combat frontal de haute intensité. Les forces taiwanaises ont ainsi privilégié des engins de cavalerie lourds. Aujourd'hui, la stratégie taiwanaise étant par nature défensive, l'effort est mis sur la mobilité. Compte tenu du réseau de communications redondant, Taiwan bénéficierait d'une facilitée certaine dans l'acheminement du deuxième échelon.

Milieu du milieu aéroterrestre	Taiwan	RPC
Chars lourds	~ 900 100 M-48A5 / 450 M-48H / 376 M-60A3	~ 7200 5000 T-59-I / 300 T-79 / 1000 T-88 / 80 T-98 / 800 T-96
Chars légers	~ 900 234 M-24 / 675 M-41	~ 1500 500 T-63A / 200 T-63 / 800 T-62
VBL	650 M-113 / 300 V-150	4 500 (dont 2300 T-63A/I/II/C et 1000 T-86A)

Artillerie Remorquée	650 M-101 (105mm) / 350 M-114 (155 mm) / 70 M-115 (203 mm)	14 000 (100 à 155 mm)
Artillerie	100 M-108 (105mm) / 20 T-69, 225 M-109 (155 mm) / 60 M-110 (203 mm)	1 200
Missiles sol-sol & missiles balistiques	Ching Feng (nbre inconnu)	750 estimés devant Taiwan C-201 / CSS-C3 / C-401 / CSS C-7
Missiles Anti Chars	1 000 Tow	6500 (~ Tow / Milan)
Drônes	Mastiff III	ASN 104-105
Hélicoptères de combat	30 TH-67 Creek / 39 OH-58D 62 AH-1W	~ 327 dont 30 Mi-8 / 23 Mi-17 / 105 Mi-17 1 / 8 SA-342 (with MILAN)

#### 4. Frappes dans la profondeur

Frapper dans la profondeur est essentiel dans la stratégie militaire. Les frappes dans la profondeur sont celles qui permettent la bascule stratégique dans toute confrontation militaire. En revanche, elles imposent une vaste panoplie de capacités :

- capacité de planification stratégique et opérative (analyse autonome de la situation adverse),
- capacité de préparation (Ciblage),
- projection de puissance (avions de combat à long rayon d'action),
- capacité de pénétration (survivabilité),
- capacité de précision (munitions),
- capacité de pression spatio-temporelle (menace permanente).

A l'inverse des matériels « tactiques », l'analyse des capacités de niveau stratégique (planification, ciblage,...) est moins aisée, en particulier du côté chinois. Pour les forces taiwanaises, il constaté un resserrement des liens avec les forces américaines dans les domaines du renseignement et des SIC<sup>2</sup>.

	Taiwan	RPC
Capacité de planification stratégique et opérative (analyse autonome de la situation adverse)		
Capacité de préparation (Ciblage)		
	Taiwan s'appuie certainement sur les capacités américaines.	La Chine s'appuie certainement sur des moyens civils.
Capacité de pénétration (survivabilité)		
Chasseurs bombardiers	146 F-16 MLU / 128 IDF / 90 F-5 E/F	100 SU-27 / SU-30 MKK / J-8 / J-10 (LAVI)
Missiles balistiques		750 estimés devant Taiwan C-201 / CSS-C3 / C-401 / CSS C-7 / DF-31 ; DF-41
Missiles de croisières		YJ-63
Capacité de précision (munitions)		
	AGM-65 Maverick	AS-14 / AS-17 / AS-18
Capacité de pression spatio-temporelle (menace permanente)		
		Missiles balistiques

<sup>2</sup> Partage partiel des communications satellite à travers la vente d'un réseau de communications d'une valeur de 725 millions de \$

## 5. Projection - mobilité

Le transport stratégique n'est pas un paramètre essentiel dans l'équation sino-taiwanaise. En revanche, la mobilité tactique, par voie aérienne et voie maritime, représente pour la Chine une capacité à privilégier si elle envisage une opération terrestre d'envergure sur l'île.

	Taiwan	RPC
Projection de forces (transport stratégique)		
Transport VIP seulement	4 B727-100 / 1 B737-800 / 10 Beech 900 / 3 Fokker 50 / 1 S-62	6 B737-200
Mobilité tactique (transport tactique ; aéromobilité de transport)		
Avions de Transport	19 C-130H7	507 dont 15 TU-154M / 2 IL-18 : 20 Il-76 / 100 An26
Projection intra théâtre		
Bâtiments Amphibie	18	56
Ravitaillement en vol		
	Nil	Nil
Mobilité opérative terrestre		
	14 S-70 / 3 CH-47 / 80 UH-1 / 62 AH-1W / 30 TH-67 Creek	Mi-8
SAR / CSAR		
SAR	17 S-70C	?

## 6. C4ISR

A l'instar de la capacité ciblage (cf. frappes stratégiques), peu de sources ouvertes traitent des structures de commandement et des savoir-faire des forces taiwanaises et de l'APL.

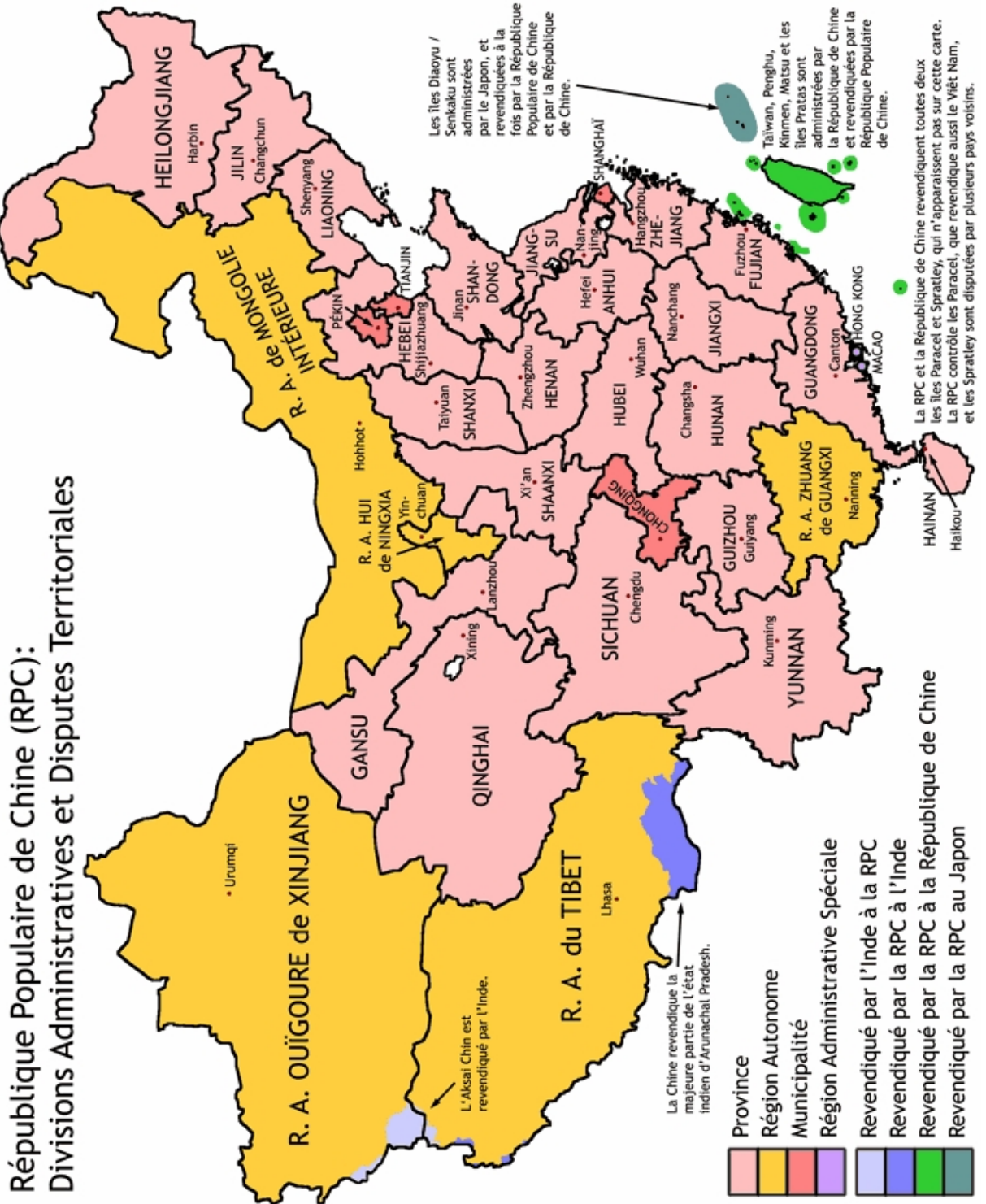
La fonction opérationnelle renseignement reste dans l'armée chinoise à l'état embryonnaire. Si les récents conflits, guerre du Golfe ou campagne aérienne du Kosovo, ont profondément marqué les élites militaires et les stratèges du continent, le programme en est dans ce domaine encore à ses débuts. Il se concentre d'abord sur les contre-mesures, l'étude d'une utilisation offensive contre des économies développées et informatisées et sur la logistique ou les systèmes C4I ennemis. Des sources ouvertes chinoises rapportent d'ailleurs que des scénarii incorporant des éléments de guerre de l'information ont été retenus dans de récents exercices de l'armée de terre chinoise.

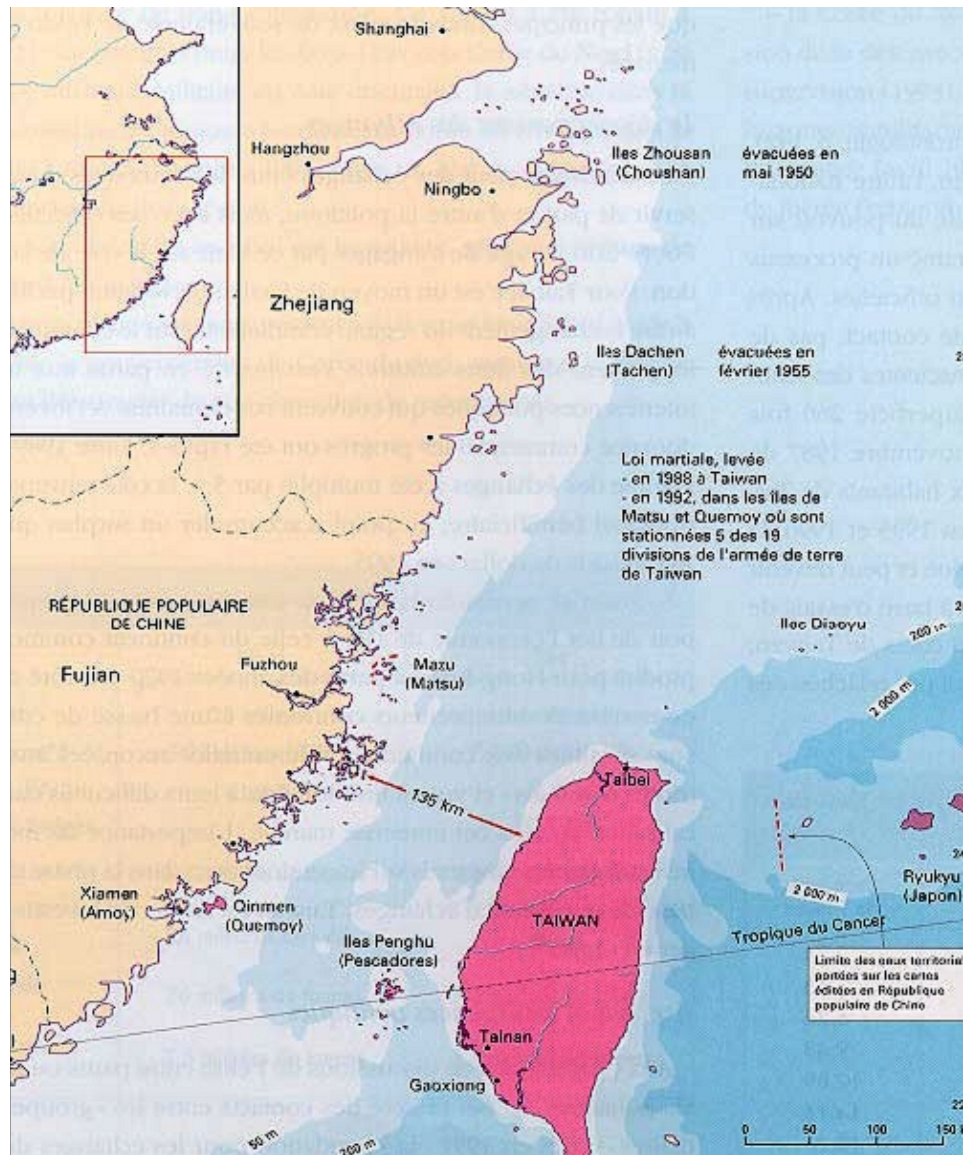
Dans le domaine de la guerre informatique, la RPC paraît d'abord intéressée par les méthodes d'insertion des virus dans les réseaux étrangers. La guerre électronique fait quant à elle effort, à partir d'une nette coopération avec les firmes occidentales, sur les développements de technologies permettant l'acquisition de renseignement d'origine électromagnétique (R.O.E.M). Ainsi en attestent les programmes d'imagerie de reconnaissance, de drones ayant des capacités de brouillage. En complément de ces efforts d'équipement, une doctrine de contre mesures électroniques a été établie et des structures d'entraînement créées.

	Taiwan	RPC
Capacités de reconnaissance		
Reconnaissance tactique	8 RF-5E / 20 F16 MLU (1 Recce sqn)	
Guerre électronique		
ELINT	2 C-130 HE / 2 CC-47	La Chine privilégierait plutôt une guerre « informatique » sur les réseaux de commandement.

ANNEXE 3

Le théâtre Chine-Taiwan





Source : JAN Michel, Atlas de l'Asie Orientale, Paris ; Seuil, 1997.

## BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages en français

- CABESTAN J.P. – VERMANDER B., La Chine en quête de ses frontières : la confrontation Chine-Taiwan, Paris ; Sciences Po Les presses, 2005.
- GAYRAUD J.F., Le Monde des Mafias, Géopolitique du crime organisé, Paris ; O.Jacob, 2005.
- GILOUPOUX F., La Chine du 21<sup>e</sup> siècle, une nouvelle superpuissance ?, Paris ; A. Colin, 2005.
- DE MONTBRIAL T., MOREAU-DEFARGE P. (dir.), Ramsès 2006 : 60 ans après la guerre, un monde en recomposition, IFRI, Paris ; Dunod, 2005.
- CABESTAN J.P., Chine – Taiwan : la guerre est-elle concevable ? Paris ; Economica, 2003.
- CHAIGNE C., PAIX C., ZHENG C., Taiwan : enquête sur une identité, Paris ; Karthala, 2000.
- CHENG A., Histoire de la pensée chinoise, Paris ; Seuil, 1997.

## Ouvrages en anglais

- BUSH R. C. , Untying the knot, Making peace in the Taiwan strait, Washington D.C. ; Brookings Press, 2005.
- BERNKOPF N. (ed.), Dangerous Strait : the US-Taiwan-China crisis, New York ; Columbia University Press, 2005, pp. 164-205.
- SWAINE M.- TELLIS A.J., Interpreting China's Grand Strategy : past, present and future, Santa Monica ; Rand – Project Air Force, 2005.
- CHIPMAN J.(ed.), The Military balance : 2003-2004, The international Institute for strategic Studies, Londres ; Oxford university press, 2003.

## ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- DUZO-BAUDUIN S., « Chine-Taiwan-Etats-Unis : stratégies croisées ? », Défense & sécurité internationale, N°4, Mai 2005.
- TAJE M., « Géopolitique chinoise », Défense & sécurité internationale, N°4, Mai 2005.
- SANJUAN T., « L'armée populaire de libération : miroir des trajectoires modernes de la Chine », Hérodote, N°116, 1<sup>er</sup> trimestre 2005.
- VAIRON I. « La réélection du président taiwanais : analyse prospective », Défense nationale

- BUSH R.C. III, «The TRA after 25 years», Brookings web site <http://www.brookings.edu/>, avril 2004.
- CLIFF R., «China's military modernization and the Cross-strait balance 2005», Rand institute web site [http://www.rand.org /](http://www.rand.org/), 2005.
- CRANE K., CLIFF R., « China's military modernization : Opportunities and Constraints», Rand institute web site [http://www.rand.org /](http://www.rand.org/), 2005.
- CLIFF R., «US-China security management», Rand institute web site <http://www.rand.org/> , 2004.
- POLL PETER K., «China security management», Rand institute web site <http://www.rand.org/> , 2004.

#### REVUES

- LE MONDE DIPLOMATIQUE, « L'Atlas », Hors-série Février 2006.
- LE MONDE DIPLOMATIQUE, « Jusqu'où ira la Chine ? », Manière de voir 85, Fev-mars 2006.
- LE MONDE, « Bilan du Monde 2006 », Hors-série, février 2006.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>1. LES FONDEMENTS DU STATUQUO</u>	2
1.1. Rappels historiques : cinquante années de statu quo (1949-1999)	2
1.2. Les enjeux politiques, sources de tensions	4
1.2.1. La stratégie de Taipei : les ambitions affichées du pouvoir taiwanais	4
1.2.2. La stratégie de Pékin	6
1.3. Les acteurs extérieurs	8
1.3.1. Le poids des Etats-Unis	8
1.3.2. Le Japon : en retrait mais omniprésent	9
1.3.3. Les autres acteurs	9
<u>2. LES NOUVEAUX FACTEURS</u>	11
2.1. Les facteurs déterminants	11
2.1.1. L'émergence d'une identité taiwanaise	11
2.1.2. L'émergence pacifique de la Chine	13

3. <u>LE STATU QUO ET L'ANALYSE PROSPECTIVE</u>	20
3.1. La confrontation militaire dans le détroit	20
3.1.1. La stratégie chinoise	20
3.1.2. La stratégie taiwanaise	20
3.1.3. L'hypothèse d'un engagement américain et ...japonais	20
3.1.4. La synthèse des forces en présence	22
3.1.5. Quels scénarios réalistes ?	25
3.2. Les scénarios politiques	26
3.2.1. Premier scénario : la formule « un pays, deux systèmes » est adoptée	27
3.2.2. Deuxième scénario : une nouvelle formule politique	27
3.2.3. Troisième scénario : maintien du statu quo	27
CONCLUSION	29
ANNEXE 1 : textes et communiqués	31
ANNEXE 2 : le rapport des forces militaires dans le détroit de Taiwan	35
ANNEXE 3 : le théâtre de crise	39
BIBLIOGRAPHIE	41